

Aux côtés du peuple ivoirien.

Nous étions ce soir-là (30/11/04) deux membres du comité de rédaction (B. Bouché, F. Arzalier) à interroger deux amis, Christophe Sandlar et Pascal Cramois, fins connaisseurs de la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui l'Afrique.

Aujourd'hui l'Afrique : Quels sont vos liens personnels avec la Côte d'Ivoire ?

Christophe Sandlar (C.S.) : Ma femme est ivoirienne, et j'ai de nombreux amis ivoiriens depuis de nombreuses années. J'ai effectué d'assez nombreux séjours en Côte d'Ivoire, ce qui m'a permis de soutenir l'an dernier un DEA sur les problèmes migratoires internes de ce pays.

Pascal Cramois (P.C.) : Mes relations régulières avec la Côte d'Ivoire remontent à une dizaine d'années ; mon épouse, née à Abidjan, est originaire du Nord du pays et musulmane ; nous avons deux enfants de quatre ans et demi, et depuis dimanche, j'ai accueilli à la maison un petit neveu ivoirien, dont l'école a été brûlée lors des récentes émeutes.

A.A. : Les raisons selon vous de la prospérité ivoirienne 1960 à 1980 et de son effondrement ensuite dans à peu près tous les domaines ?

C.S. : La Côte d'Ivoire a fondé sa stratégie de développement sur l'augmentation des volumes d'exportation des produits primaires, agricoles principalement. Ainsi, 90% du café et du caoutchouc naturel, 80% du cacao et plus de la moitié du bois et des oléagineux sont exportés. En cela, elle applique fidèlement, depuis le début de son existence, les schémas recommandés par les institutions financières internationales.

La Côte d'Ivoire voit son PIB passer de 130 milliards FCFA à 1900 milliards en 1979 ! De 1960 à 1975 le taux de croissance annuel est de 10%. Mais cette croissance engendre, sur le moment, une augmentation inégalitaire du niveau de vie et peu de développement : de 11% de pauvres en 1985, on est passé à plus de 37% en 1995.

Par ailleurs, le pays a vécu dans l'illusion que le cacao et le café pouvaient éternellement constituer une rente, alors que les prix des matières premières ne faisaient que baisser toujours plus. Il s'endette de manière importante dans les années 1960 et 1970 sans pour autant que cet endettement permette un développement significatif des forces productives

Son économie est de plus en plus extravertie et les investisseurs étrangers notamment français bénéficient d'une législation très favorable.

Dès les années 1980, le modèle ivoirien se craquelle. Les politiques économiques imposées par les politiques d'ajustement structurels depuis les années 1980 ont des effets désastreux. En effet, de 1980 à 1993, le revenu moyen par habitant chute de 45% ; la baisse du salaire réel moyen de l'ensemble des travailleurs du secteur moderne est de 29,6% et celle des travailleurs nouvellement recrutés de 45,2%. Dans le secteur public, les baisses de salaire atteignent jusqu'à 50% et sont accompagnées d'une diminution des avantages en nature et des primes.

P.C. : On parle beaucoup de la « prospérité » ivoirienne du temps d'Houphouët comme si le pays avait connu alors une situation paradisiaque. Certes, la Côte d'Ivoire avait une infrastructure supérieure à celle des pays voisins, voies-ferrées, routes et ports qui permettaient l'exploitation des matières premières, comme le cacao et le bois ; mais les Ivoiriens auraient pu en profiter beaucoup plus si Houphouët et ses amis n'avaient pas mis à gauche une partie de cette exploitation. En 1945 la Côte d'Ivoire avait 16 millions d'hectares de forêts, elle n'en avait plus qu'un et demi en 1990. Savez-vous que ce saccage a été organisé à l'époque par le père de Bernard Henry Lévy ? Prospérité donc pour certains, mais pas pour les masses ivoiriennes.

Francis Arzalier (F.A.) : Ce qu'on a baptisé le « miracle

ivoirien » avait quelques dimensions géopolitiques. Durant la « guerre froide », la Côte d'Ivoire a été chouchoutée par l'Occident parce qu'elle servait de vitrine des succès du capitalisme, à l'encontre des pays africains, relativement nombreux tout autour, lancés dans des expériences plus ou moins socialistes et le rapprochement avec l'URSS ou la Chine (Guinée, Mali, etc.). Houphouët Boigny a été durant longtemps le seul dirigeant africain à soutenir l'Afrique du Sud de l'apartheid par anticommunisme.

Par ailleurs la Côte d'Ivoire a toujours été considérée comme la « partie utile » de l'Afrique occidentale : elle a les ports, mais aussi beaucoup de ressources (bois, cacao, fruits) que n'ont pas les pays sahéliens, Burkina ou Mali. Son développement économique, notamment agricole, a été permis par les migrants venus du Sahel burkinabé ou malien, travailler sur les plantations ivoiriennes, quittes à s'y installer souvent. Cette immigration sahélienne a longtemps été considérée à juste titre comme une chance par les Ivoiriens, y compris par leurs dirigeants. A partir du moment où, pour des raisons surtout extérieures à la Côte d'Ivoire (chute par exemple des cours du cacao), l'économie s'est effondrée, ces immigrés anciens ou récents servent souvent de boucs émissaires, selon un mécanisme que l'on retrouve partout et ailleurs qu'en Afrique, en période de crise

Bernard Bouché (B.B.) : Au cours des dix dernières années, l'appauvrissement de la population s'est accéléré, et a touché des citoyens qui avaient acquis une certaine stabilité sociale, d'où leur amertume et la recherche de boucs émissaires alors que toutes les forces politiques courent vers un peu plus de libéralisme.

A.A. : Votre sentiment quant au rôle et à la présence de la France en Côte d'Ivoire depuis l'indépendance de 1960 ?

C.S. : En 1975, les ressortissants français atteignent leur nombre maximal de 50.000 et prennent une part écrasante dans l'industrie et les services. Mais avec la crise ils sont de moins en moins nombreux. En 1995, ils n'étaient plus que 21.000 ressortissants enregistrés et en 2001 18.000. Au début de 2003, au début de la crise actuelle, il n'en reste plus que 16.240, dont près de la moitié sont en fait des Franco-Ivoiriens qui possèdent la double nationalité et aujourd'hui ce chiffre a encore diminué de moitié environ

Mais autant la présence française s'est réduite comme peau de chagrin, autant les multinationales françaises ont effectué, surtout depuis les années 1990, un véritable retour en force qui s'apparente pour beaucoup à une nouvelle colonisation.

F.A. : Aujourd'hui encore, les sociétés françaises, dont certaines sont grandes comme Bouygues et Bolloré et beaucoup d'autres petites et moyennes, contrôlent au moins le tiers du capital ivoirien.

Les expatriés français ont été en Côte d'Ivoire plus nombreux qu'ailleurs en Afrique francophone. La façon dont les problèmes qu'ils ont vécus a été présentée par nos télévisions rappelait de vieux souvenirs : on y retrouvait le discours larmoyant et les exagérations déversées à propos des rapatriés d'Algérie il y a quelques décennies. Certes, les expatriés en Côte d'Ivoire ne sont pas tous des exploiters, et certains ont subi des exactions parfaitement injustifiables. Ceci étant, comme ailleurs en Afrique une partie des expatriés n'a pour objectif que de « faire du CFA », avec une mentalité d'inspiration coloniale et raciste.

P.C. : Lors de mon premier voyage en Côte d'Ivoire, un type est arrivé en 4/4 avec son boy chargé de ses valises. Il l'a insulté d'une façon tellement raciste que je me suis emporté contre lui. Quand je prenais un vieux bus de la RATP en

service à Abidjan, les Africains étaient tout surpris de me voir avec eux. Il est vrai que beaucoup d'Européens vivent en vase clos, ne se mêlent pas à la population et cherchent surtout à être présents dans les chambres patronales ou à quelques postes clés. Mais en même temps beaucoup des expatriés ne sont pas très riches : 6000 Français vivent du RMI en Côte d'Ivoire et vont le percevoir au Consulat de France tous les mois ; nombreux sont ceux qui aiment la Côte d'Ivoire devenue leur pays, qui s'y sont parfois mariés. Leur relation avec ce pays est complexe, pas seulement un héritage du colonialisme.

B.B. : Il est vrai que le RMI permet à un Européen de vivre en Côte d'Ivoire ou au Maroc avec un niveau de vie relativement convenable : je connais quelqu'un qui le fait ; il n'a rien d'un colonialiste mais tire profit de l'inégalité des pouvoirs d'achat pour vivre comme il l'entend, correctement selon ses critères.

A.A. : On parle beaucoup en France du concept d'ivoirité utilisé par des politiciens en argument politique : est-ce la seule dérive ethniciste ou xénophobe en Côte d'Ivoire ? Cette dérive est-elle l'apanage d'un seul camp ?

C.S. : Je pense que le débat sur l'ivoirité est employé à tort et à travers et cache des enjeux sociaux beaucoup plus fondamentaux comme ceux de la terre dans un pays à 70% agricole.

A mon avis l'ivoirité n'est qu'un moment parmi d'autres du nationalisme ivoirien qui était perceptible dès les années 1930. Il est à noter d'ailleurs que le concept de l'ivoirité avait été lancé en 1974 par Niangoran Porquet, metteur en scène de théâtre, et restait jusque dans les années 1990 cantonné à la culture sans que cela ne suscite aucune attention.

Ce qui me semble beaucoup plus significatif par contre chez ceux qui ont été à l'initiative de l'ivoirité, c'est qu'aucun d'entre eux, qu'il se situe d'un point de vue ouvert ou restrictif, n'évoque le contexte économique et social de manière critique : ils favorisent par là même le glissement du débat vers l'identitaire.

Les différentes versions de la Charte du Nord diffusées à des millions d'exemplaires ont sans doute beaucoup plus marqué les esprits que les textes fondateurs de l'ivoirité.

La première version anonyme apparue en 1990 revendique la part du lion du pouvoir ivoirien pour les ethnies du nord de la Côte d'Ivoire. Elle met en place une stratégie de pouvoir extrêmement mobilisatrice, mais qui prolonge et amplifie la division du pays. Elle désigne Alassane Ouattara comme le porte parole des gens du Nord. On ne sait plus d'ailleurs très bien si le "Grand Nord" désigne seulement le nord de la Côte d'Ivoire ou s'il va au-delà...

Peu de temps après une deuxième version de la charte signé par le chanteur Alpha Blondy va encore plus loin et revendique une sécession sous la forme d'une "république des peuples du nord de la Côte d'Ivoire (les Malinké, les Sénoufo, les Tagbana, les Djimini, les Lobi, les Mahouka, les Koyakaf, les Dioula, les Sénoufos et les Malinkés 35 % également. Bédié et moi sommes donc l'émanation de 70 % des Ivoiriens." L'auteur de ces propos ne s'inscrit-il pas dans cette logique ethniciste et régional nationaliste ?

Est-il dès lors étonnant que certains fassent le rapprochement entre cette logique ethniciste et la rébellion du MPCV voire les prétentions du leader du RDR? Et comment interpréter les récents propos d'Alassane Ouattara qui déclare au journal L'Intelligent : " Les Baoulés et les Agnis représentent 35 % de la population, les Sénoufos et les Malinkés 35 % également. Bédié et moi sommes donc l'émanation de 70 % des Ivoiriens. " L'auteur de ces propos ne s'inscrit-il pas dans cette logique ethniciste et régional nationaliste ?

P.C. : J'ai vécu le problème en direct en arrivant en Côte d'Ivoire en 95. J'ai été sidéré par les discours xénophobes d'une certaine presse ivoirienne, digne des lepenistes français. On attaquait Ouattara par le biais de l'ivoirité, et on ne parlait pas de ses attaches avec le FMI dont il a été le vice-président : quand on sait les responsabilités du FMI dans la

dégradation des pays du Sud et de la Côte d'Ivoire, la critique aurait été plus audacieuse !

A.A. : Pensez-vous que les politiciens ivoiriens portent une responsabilité dans le drame actuel ?

C.S. : Les retournements d'alliance sont monnaie courante en Côte d'Ivoire et n'aident pas à la clarification du débat politique.

P.C. : Ces retournements d'alliance sont odieux. Aujourd'hui, les dirigeants du PDCI qui traitaient ceux du RDR d'étrangers à éliminer, se rapprochent d'eux et mangent avec eux à deux pas d'ici, pendant que des Ivoiriens meurent sur le terrain...

J'ai été d'autant plus déçu par le comportement des politiciens ivoiriens que j'avais assisté en direct au Forum de Réconciliation Nationale où se sont exprimées toutes les sensibilités, partis, syndicats et même sectes. On y a annoncé la généralisation de la scolarité à l'école primaire, la couverture universelle en matière de santé, un ensemble de projets très positifs qui provoquaient un véritable sursaut de l'opinion : j'en ai eu de nombreux témoignages par mes proches. Peu après, les entreprises françaises ont été enfin mises en concurrence, notamment avec les entreprises chinoises, qui ont remporté quelques marchés jusque là réservés à Bouygues.

Ouattara est plutôt un homme d'affaires qu'un politique, le RDR a pris des positions contradictoires, a d'abord voté pour la constitution et le code de la nationalité qu'il a contesté par la suite. Quant à la « rébellion », on ne sait qui la finance et l'arme ; rien ne la laissait présager, elle n'a rien d'un soulèvement populaire, même si les partisans de Gbagbo ont pris des décisions fort discutables défendant la préférence « nationale » et soutenant des milices armées que la presse française a baptisées « escadrons de la mort ». Ce président est plutôt mal entouré ; j'ai entendu certains de ses partisans dire à la télévision : « Si Gbagbo recule, on tue ».

C.S. : Les événements successifs ont donné des arguments aux plus extrémistes. Car les accords de Marcoussis, même si on peut discuter les conditions de leur signature, ont un contenu toujours valable de pacification et de réconciliation nationale. Par contre, à la Conférence ultérieure de Kléber, la France a réparti les postes au gouvernement ivoirien, en imposant la nomination de putschistes à des postes-clés (la Défense) : c'était un diktat insupportable pour tous les Ivoiriens respectueux de la légalité républicaine.

A.A. : Pensez-vous que la coupure actuelle du pays en deux reflète une coupure ou une différence objective et donc définitive ?

P.C. : Parler d'un Nord musulman et d'un Sud chrétien serait d'un ridicule total. Bien sûr certains instrumentalisent la religion, les différences régionales, etc. Mais 30% des Ivoiriens sont d'origine étrangère, les mariages inter-ethniques et inter-religieux sont très nombreux et se passent bien en général. Je crois donc que la coupure n'est due qu'aux circonstances et ne reflète pas les sentiments profonds de la majorité. Actuellement la plupart est excédée par la situation et a peur, aussi bien à Bouaké au Nord qu'à Abidjan.

Houphouët, déjà en 1960, s'est opposé à l'unité de l'Afrique occidentale parce qu'il ne voulait pas que la Côte d'Ivoire serve de vache à lait aux pays voisins plus pauvres : c'est lui qui a enclenché la balkanisation de l'Afrique, qui menace de s'aggraver encore aujourd'hui.

Savez-vous que Ouattara a été marié à Neuilly par Nicolas Sarkozy, il y a une dizaine d'années ? Quand il était Premier ministre, il a privatisé la compagnie « Ivoire et Electricité » que Bouygues a rachetée. Or, Martin Bouygues est considéré

par Nicolas Sarkozy « comme son frère », selon ses déclarations à la presse. Quand on a arrêté en France l'an dernier Ibrahim Coulibaly, dit I.B., l'un des organisateurs de la rébellion et ancien garde du corps des enfants de Ouattara, ce n'était pas sur ordre du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, mais de Villepin son concurrent : tout ce petit monde se connaît et règle ses comptes au mieux de ses intérêts.

Je suppose que Gbagbo a dû commettre l'irréparable aux yeux de certains, et cela a tout déclenché. Tant qu'on en restait au débat sur l'ivoirité, passe encore, mais ils n'acceptent pas qu'on remette en cause l'attribution de marchés publics, souvent scandaleux : par exemple le renouvellement du parc automobile des impôts ivoiriens s'est fait grâce à un prêt consenti par le FMI, à la condition expresse que l'état ivoirien achète uniquement des 206 Peugeot !

Bien malin qui en France aujourd'hui comprend la situation en Côte d'Ivoire, compte tenu des informations qui nous sont données. Un de mes collègues de travail sachant que mon épouse est de là-bas, m'a demandé l'autre jour : « La Côte d'Ivoire, c'est un département ou un Territoire d'Outre-mer ? », en toute bonne foi puisqu'il avait appris qu'il y avait des troupes et des milliers de civils français. La désinformation est dramatique. Je suis aussi choqué par l'attitude des partis de gauche : ils parlent moins de la Côte d'Ivoire que de la Turquie alors que la France est directement impliquée ! Des hommes et des femmes meurent en Côte d'Ivoire, et il y a des responsables en France comme il y a dix ans dans les événements du Rwanda.

A.A. : Que dire de l'armée ivoirienne ?

C.S. : Un des seuls différents entre Maurice Yaméogo, premier président voltaïque, et FHB était leur appréciation sur la nécessité de constituer une véritable armée. Yaméogo en constituait une tandis que FHB s'abritait complètement sous le parapluie français. Yaméogo lui disait que celui qui dort sur la natte de quelqu'un d'autre dort en fait par terre. FHB avait sans doute peur d'un coup d'Etat militaire. D'ailleurs Yaméogo, lui, en fut victime. Mais si le système du parapluie français se révélait assez efficace contre un coup interne, il s'est paradoxalement avéré contreproductif en cas de coup de force avec des implications étrangères. Tout le monde connaît les connexions du Général Gueï avec certaines factions libériennes et il est évident que le Burkina-Faso et le Mali ont fait et continuent de faire bénéficier les rebelles du Nord d'un soutien logistique voire militaire. Quant à l'implication française dans la tentative de coup d'Etat de 2002 je ne pense pas que l'Etat ait été impliqué au plus haut niveau dans le déclenchement de la crise mais que certains intérêts privés français interlopes étaient et sont impliqués et essayent d'amener les représentants de l'impérialisme français à adopter leurs hommes et leurs solutions.

Dépourvu ainsi de moyens militaires suffisants le gouvernement ivoirien s'est vu obligé d'accepter les forces d'interposition françaises. Il se réarmera parallèlement jusqu'à acquérir une supériorité matérielle sur les rebelles en vue de garder l'option militaire en réserve et l'utilisera avec le résultat que l'on connaît.

A.A. : Votre sentiment sur les événements dramatiques de novembre 2004 ?

C.S. : Je constate que les attaques des forces armées ivoiriennes sur des objectifs militaires rebelles n'arrivent pas comme un cheveu sur la soupe mais s'inscrivent dans une dégradation de la situation perceptible depuis au moins quelques semaines. Le 15 octobre dernier devait intervenir le désarmement des factions et milices prévu par Marcoussis. Or les rebelles soutenus en cela par le G7 refusent de désarmer et exigent que Gbagbo passe outre la légalité même si le PDCI semble ces derniers jours faire marche arrière en

ce qui concerne la mise en cause de la constitution ivoirienne. Les rebelles rétablissent par ailleurs le couvre-feu. Cette attitude ne pouvait que favoriser les plus va-t-en guerre de l'entourage de Gbagbo. A mon avis l'armée française au vu de son degré de pénétration y compris dans l'armée ivoirienne, ne pouvait pas ne pas être au courant et avait donné au minimum un feu orange à cette opération. Le bombardement de la base française par les forces ivoiriennes me semble d'autant plus étonnant. Quel intérêt le pouvoir ivoirien pouvait avoir à se mettre la France à dos ? La riposte française s'effectue sans même prendre la peine de contacter le chef d'un Etat qui a conclu des accords de défense avec la France ! Cette décision abrupte témoigne bien sûr du relent néocolonialiste de la politique française mais aussi et surtout à mon avis de l'enchevêtrement des réseaux français étatiques et privés qui tout en poursuivant l'objectif du maintien des intérêts de l'Etat français et des grandes multinationales soutiennent des solutions et des agendas différents. Cela produit parfois des "courts-circuits" d'autant plus dangereux qu'ils sont imprévus et brutaux. Je pense que la riposte française entre dans ce cadre d'analyse. Mais beaucoup de questions subsistent auxquelles je n'ai pas de réponse. Je pense qu'une commission d'enquête est nécessaire. Ce qui me semble évident c'est que la riposte française était disproportionnée et qu'elle a contribué à participer à l'escalade. Tout comme la montée de chars près de la présidence ne pouvait être perçue par les Ivoiriens que comme une tentative de renverser le pouvoir en place.

De fait le manque de cohérence de la politique impérialiste française concernant la Côte d'Ivoire contribue à favoriser la venue d'autres acteurs : les Etats-Unis principalement, très présents dans le pétrole récemment découvert au large de la Côte d'Ivoire mais aussi plus marginalement la Chine dont l'attitude durant la crise a été appréciée par les autorités en place.

Concernant les pillages, les manifestations et la riposte de "Licorne", il me semble qu'ici aussi de nombreuses questions subsistent. Qui a "évadé" 4000 prisonniers de droit commun la veille des manifestations ? Ont-ils été armés et par qui ? Dans les violences anti-françaises, quelle a été la part des 4000 prisonniers évadés et quelle a été la part des manifestants ?

Je pense par contre que l'on peut doré et déjà affirmer que l'armée française a perdu pied lors des importantes manifestations populaires qui ont secoué Abidjan. Même si on se place du point de vue que c'est non pas la gendarmerie et la police ivoirienne mais la France qui se devait de réprimer les manifestations, ce qui est plus que contestable, l'emploi de militaires qui pour reprendre la terminologie de la ministre de la défense "font un usage total de leurs armes" est une grave erreur. On a vu le résultat : des dizaines de morts civils. Il est à noter que toutes les images dont nous disposons aujourd'hui montrent une foule certes très énervée mais non-armée.

Pour finir je voudrais souligner que je suis effaré par le comportement irresponsable de certains hommes politiques ivoiriens et notamment du président de l'Assemblée Nationale, Ibrahim Coulibaly, qui à quelques heures d'intervalle déclare que la situation ivoirienne se révélera pire pour la France que le Vietnam puis se répand en déclarations apaisantes envers cette même France quelques heures plus tard.

P.C. : Je rejoins ces analyses, il faut passer le cap de l'émotion. Il est certes choquant que neuf militaires français aient été tués, mais cela ne doit pas faire oublier que la France est en Côte d'Ivoire à la fois juge et partie. L'armée française, qui dispose de moyens très importants par rapport à ceux des Ivoiriens face à elle, n'a pas eu la réponse appropriée. Rappelons de plus qu'un Américain est mort à Bouaké lors du bombardement de la base française. Curieusement, personne n'en parle, notamment pas son gouvernement. Que faisait-il là ?

Une semaine avant ce bombardement, sur un site

électronique proche de l'équipe Bush, un militaire US annonçait que les USA s'apprêtaient à remplacer en Côte d'Ivoire les Français, incompetents, incapables de comprendre les Ivoiriens. Les Américains sont déjà largement présents dans la commercialisation du cacao ; ce n'est pas rien, même si la moitié des rentrées fiscales ivoiriennes continuent de venir des entreprises françaises. Les intérêts privés sont pour beaucoup dans la crise actuelle, y compris dès le départ, quand la gestion du port autonome d'Abidjan a été enlevée aux entreprises françaises et au PDCI (ex parti unique d'Houphouët) : ce fut la raison de sa rupture avec le FPI de Gbagbo.

F.A. : Il y a déjà deux ans un membre très bien informé de l'ambassade des USA déclarait à un ami au cours d'une conversation privée : « en Côte d'Ivoire nous ne bougeons pas. C'est un fruit mûr qui nous tombera bientôt entre les mains ».

J'avoue m'interroger sur les coïncidences de date : Bush est réélu, et dans les jours qui suivent l'armée américaine entreprend la conquête de Falloudjah en Irak ; presque en même temps un bombardement tue neuf militaires français à Bouaké : on ne sait toujours pas qui l'a ordonné au mercenaire biélorusse qui l'a fait tout seul, alors qu'il était théoriquement employé par le président Gbagbo. Ce bombardement ne pouvait évidemment provoquer qu'un embrasement entre Ivoiriens et Français, surtout quand on sait la mentalité assez coloniale de certains politiciens ou militaires français.

Il est exact que dans Abidjan des groupes ont pratiqué vandalisme, pillages et matraquages inacceptables : l'action dans ce domaine des « droits communs » n'a pas due être mince y compris au sein même des manifestations. Mais il est tout de même regrettable de constater que les militaires français ont tiré et tué, non des vandales et pillards, mais des manifestants. Devant l'hôtel Ivoire, certains étaient menaçants, provocateurs, mais il n'y avait pas de pillages.

A.A. : Aujourd'hui quelles solutions ?

F.A. : La présence des bases françaises n'a jamais été une bonne chose pour l'Afrique. Et aujourd'hui, après ce qui s'est passé, les troupes françaises sont disqualifiées en Côte d'Ivoire : cela ne signifie évidemment pas qu'elles doivent évacuer dans la journée mais de façon négociée et concertée. Les solutions ne peuvent être qu'africaines, grâce à la collaboration entre l'Union africaine et la Côte d'Ivoire.

Mais il serait naïf de présenter cela, sans nuance, comme la panacée. Il est possible que le départ de la France signifie son remplacement immédiat par les USA ; les Américains peuvent faire prévaloir la solution qu'ils ont choisie par le biais de forces africaines, avec la caution de divers organismes internationaux : ils l'ont déjà fait ailleurs.

C.S. : Je pense qu'il faut ici distinguer entre l'immédiat et le durable. Le respect des engagements pris à Marcoussis me semble incontournable dans le contexte actuel. Cela suppose le respect de la légalité ivoirienne. Mais je pense que l'on ne peut pas faire l'économie du désarmement des rebelles pour mener à bout le processus politique. Je pense également qu'il faut sécuriser les frontières de la Côte d'Ivoire et prendre les mesures adaptées envers les pays limitrophes pour éviter l'intrusion de nouvelles bandes armées et de nouvelles armes. La question du retrait des troupes françaises se pose mais il me semble qu'il faut parallèlement réfléchir à d'autres mécanismes de sécurité qui ne peuvent surgir ex nihilo. Des forces d'interposition interafricaines peuvent dans le contexte sembler une option intéressante mais il faut être conscient que ce n'est pas par essence une solution miracle. Au Liberia les forces de l'ECOMOG ont il y a quelques années participé au pillage et aux exactions au lieu de remplir leur mission de paix. Ils ont même dans un rapport de l'ONU été considérés comme partie prenante au conflit.

Quant à l'ONU il me semble qu'une implication plus forte serait la bienvenue à condition de ne pas transformer la Côte d'Ivoire en nouveau protectorat international. Il est à noter qu'à Chypre la forte implication de l'ONU n'a pas empêché la division de l'île qui dure depuis trente ans. Elle y a sans doute même contribué.

Quant aux solutions plus durables je pense qu'il faut que la France et les autres pays capitalistes riches, notamment l'Union européenne, apportent une aide économique à la mesure de la gravité de la situation. Mais je ne me fais aucune illusion sur la bienveillance des forces néocoloniales et capitalistes qui cherchent à perpétuer leurs dominations à moindre frais quitte à déstabiliser des pays entiers. Les peuples ivoiriens et français ainsi que leurs représentants doivent se mobiliser en faveur notamment de l'annulation de la Dette et de l'arrêt des privatisations. Quant au pouvoir ivoirien il devra, dès la fin de la crise à mon sens parachever le chantier de l'Assurance maladie universelle interrompu par la guerre. Pour acquérir les marges de manœuvre nécessaire à cette importante réalisation face aux institutions internationales comme le FMI et la Banque Mondiale des mobilisations populaires seront nécessaires.

Le pouvoir ivoirien devra sans doute aussi prendre des mesures pour procéder à une remise en cause du droit du sang dans son code de la nationalité et je pense qu'il faut prendre des mesures similaires dans les autres pays de la CEDEAO.

Je pense enfin que la CEDEAO doit se doter de mécanismes de sécurité collectifs qui en vue d'empêcher les coups de force et de conforter les fragiles processus démocratiques.

P.C. : Clinton a inauguré les voyages de présidents américains en Afrique, et posé des jalons par le biais de Noirs-Américains à la « recherche de leurs origines ». Ils sont nombreux aujourd'hui dans l'entourage de Gbagbo, souvent prédicateurs.

Beaucoup de pays africains ont des problèmes de même ordre que la Côte d'Ivoire : j'ai souvent entendu les Ivoiriens rire des conseils de morale donnés par certains de leurs voisins.

Compte tenu du poids de la France dans la région, le rôle des progressistes français est essentiel : nous devons faire pression sur nos dirigeants pour qu'ils changent d'orientation en Côte d'Ivoire et ailleurs en Afrique. Comment éviter la désinformation en France à propos de la Côte d'Ivoire, quand TF1 appartient à Bouygues ou Libération à Bolloré ?

B.B. : L'armée française est disqualifiée en Côte d'Ivoire, hors jeu politique. La commission d'enquête parlementaire jusqu'à présent refusée par le gouvernement français serait bien nécessaire.

Les Américains sont dorénavant et déjà présents militairement un peu partout en Afrique. Selon *Jeune Afrique l'Intelligent*, c'est une équipe de techniciens israéliens qui a guidé les avions lors du bombardement des « zones rebelles » et de Bouaké, en pilotant à distance les drones de reconnaissance des cibles. Ils écoutaient les communications des troupes françaises et de l'ONU depuis l'hôtel Ivoire. Quand on connaît la parenté des services israéliens et américains, on peut penser que les USA sont déjà très présents dans le secteur et se demander si le bombardement de Bouaké était vraiment une bavure...

F.A. : On ne peut s'empêcher aussi de remarquer que Chirac s'est beaucoup rapproché des positions américaines à propos de l'Irak à la conférence de Charm El Cheikh, juste après les événements de Bouaké et Abidjan...

P.C. : Quant aux Ivoiriens il ont le choix entre le caïman et le crocodile...